

Sos Disparus - **Sos Disparus** - Sos Disparus - **Sos Disparus** - Sos Disparus – **Sos Disparus**

Collectif	المفقودون DISPARUS
des	DISPARUS المفقودون
familles	المفقودون DISPARUS الأسرة
de	DISPARUS المفقودون
disparu(e)s	المفقودون DISPARUS
en	DISPARUS المفقودون
Algérie	المفقودون DISPARUS

REVUE DE PRESSE

Juin 2015

Table des matières

الرائد. 01.06.2015. عائلات المفقودين يعتصمون بساحة أول ماي	02
Liberté, le 6 juin, UE et droits de l'homme en Algérie, Des pressions récurrentes	03
L'expression, le 8 juin, Rachid Aouine acquitté dans l'affaire d'atteinte à une institution officielle	04

الرائد. 01.06.2015. عائلات المفقودين يعتصمون بساحة أول ماي

للمطالبة بالحقيقة" وكشف مصير أبنائه

عائلات المفقودين يعتصمون بساحة أول ماي



احتج أمس العشرات من أفراد عائلات المفقودين، بساحة أول ماي بالعاصمة في اعتصام رفعوا فيه رايات وشعارات تطالب بكشف مصير أبنائهم، قبل أن تقوم مصالح الأمن بإخراجهم بالقوة من الساحة والسماح لهم بالوقوف على الرصيف تحت طوق أممي شديد. تجمع منذ الـ 11 صباحا من نهار أمس، أزيد من 30 شخصا معظمهم من النساء والعجزة من أمهات وذوي المفقودين خلال سنوات الإرهاب، والذين حضروا من 5 ولايات منها بومرداس والبلدية، بساحة أول ماي، في وقفة احتجاجية تزامنا مع اليوم العالمي للطفولة، للمطالبة بـ "كشف حقيقة مصير أبنائهم المختطفين، والذين لم يظهر لهم أي أثر"، وما إن تجمع المحتجون حتى أقدمت الشرطة على تطويق المكان ومحاولة تفريقهم بعد أن رددوا مطولا، شعارات تدعو إلى معرفة الحقيقة، ما جعل العشرات من المارة يلتفون حولهم، إلا أنه سرعان ما فرقتهم مصالح الأمن ولم يسمح لأحد بالاقتراب من المحتجين الذي أجبروا بالقوة على إخلاء الساحة تحت طوق أممي شديد، ما أدى إلى حدوث مناوشات كلامية مع مصالح الأمن التي حضرت بقوة، خاصة الأعوان بالزي المدني، وأكد البعض من المحتجين أنهم لن يقبلوا بأي حل سوى معرفة مصير أبنائهم، مثلما عبرت عنه والدة أحد المفقودين، "لا أريد أي شيء أريد معرفة مصير ابني إذا كان حيا فليخبروني عليه، وإذا كان ميتا فليدلوني على قبره."

س. ز

Liberté, 6 juin, UE et droits de l'homme en Algérie : Des pressions récurrentes

Le sévère rappel à l'ordre de Ramtane Lamamra, lancé jeudi, à Bruxelles même, en direction de l'Union européenne (UE), ne semble pas uniquement justifié par la récente résolution condamnant "le harcèlement de militants des droits de l'Homme et des travailleurs en Algérie". Une résolution adoptée par le Parlement européen, lors de sa session plénière du 30 avril 2015.

Ce que le ministre des Affaires étrangères algérien a considéré comme "ingérence" trouve aussi son explication dans les pressions exercées entre-temps par des ONG des droits de l'Homme. À une semaine de la tenue de la 9e session du conseil d'association Union européenne-Algérie, et à l'issue de laquelle M. Lamamra a réagi, cinq ONG, et pas des moindres, ont demandé à l'UE de saisir cette opportunité pour aborder certaines questions. La Fédération internationale des Ligues des droits de l'Homme (FIDH), le Réseau euro-méditerranéen des droits de l'Homme (REMDH), Amnesty International, l'Organisation mondiale contre la torture (OMCT) et Solidar ont interpellé Federica Mogherini et ont insisté pour, entre autres, "soulever au plus haut niveau l'appel à la libération de dix militants du droit au travail, détenus arbitrairement en Algérie".

Mais il se trouve que ces récents événements ont été précédés par plusieurs rapports négatifs de l'Union européenne sur la situation des droits de l'Homme en Algérie. Des rapports qui s'appuient sur l'article 2 de l'accord euro-méditerranéen établissant une association entre l'Algérie et la communauté européenne et ses États membres. Ledit article stipule : "Le respect des principes démocratiques et des droits fondamentaux de l'Homme, tels qu'énoncés dans la déclaration universelle des droits de l'Homme, inspire les politiques internes et internationales des parties et constitue un élément essentiel du présent accord." Depuis la Conférence de Barcelone en 1995, et à l'issue de laquelle un accord global a été défini entre les deux rives de la Méditerranée, l'Union européenne n'a, en vérité, jamais cessé d'épingler l'Algérie sur la question des droits de l'Homme. Pour ne citer que les observations émises le 27 mars 2014, soit à la veille de l'élection présidentielle en Algérie, la Commission européenne avait fortement accablé l'Algérie : "La situation générale en ce qui concerne les droits de l'Homme n'a pas changé de manière significative en 2013. On a l'impression d'une absence constante d'indépendance du pouvoir judiciaire et la situation semble s'être détériorée en ce qui concerne la liberté d'association et de réunion (notamment le maintien des obstacles auxquels doivent faire face les syndicats indépendants) et la liberté d'expression (notamment pour les blogueurs). Les femmes sont bien représentées (30%) au Parlement depuis 2012, mais des dispositions controversées du code de la famille n'ont pas été modifiées."

L'expression, le 8 juin, Rachid Aouine acquitté dans l'affaire d'atteinte à une institution officielle

Le procès en appel du militant pour les droits des chômeurs, Rachid Aouine, a été tenu ce matin au tribunal de El Oued. Rachid Aouine a été acquitté dans l'affaire dont il été jugé coupable pour avoir filmé et partagé la vidéo sur les réseaux sociaux des forces de l'ordre d'une institution officielle.

Le frère de Rachid Aouine, Khireddine Aouine, contacté par nos soins, nous affirmé que " *le juge du tribunal de El Oued a acquitté ce matin, Rachid Aouine dans l'affaire d'atteinte à une institution officielle*". il est à signaler que Rachid Aouine qui est toujours en prison dans la deuxième affaire d'incitation à attroupement dont il est condamné de 4 mois de prison ferme, aura sa libéré dans 25 jours. "*Il va entamer sa condamnation de 4 mois de prison dans 25 jours*", a ajouté notre source.